

DREAL Centre-Val de Loire
Service Risques Chroniques et Technologiques
Département Risques Technologiques et Sécurité Industrielle
5, avenue Buffon - CS 96407
CEDEX 2
45064 Orléans

ORLÉANS, le 21/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

INOVA OPERATIONS SAS

Le Palis
37500 Saint-Benoît-la-Forêt

Références : D2311-0063
Code AIOT : 0010000690

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2023 dans l'établissement INOVA OPERATIONS SAS implanté Le Palis 37500 Saint-Benoît-la-Forêt. L'inspection a été annoncée le 31/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INOVA OPERATIONS SAS
- Le Palis 37500 Saint-Benoît-la-Forêt
- Code AIOT : 0010000690
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation d'incinération de déchets de Saint-Benoît-La-Forêt est gérée par la société INOVA OPERATIONS. La capacité annuelle autorisée par l'arrêté préfectoral du 11 mai 2004 est de 23 000 tonnes. L'installation est constituée d'un four à grille de capacité 2,8 t/h. Le traitement des fumées

est un traitement semi-sec. La chaleur produite par la combustion est récupérée par une chaudière pouvant produire 6,32 t/h de vapeur alimentant le centre hospitalier voisin.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- liste des équipements sous pression soumis au suivi en service,
- vérification par sondage du suivi de quelques équipements sous pression,
- examen des attestations de contrôles de certains équipements le cas échéant,
- vérification des accessoires de sécurité et du marquage réglementaire (si accessible) des équipements sous pression.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 557-53 à L. 557-58 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 557-53 à L. 557-58 et L. 171-8 et suivants du Code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dossier d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 I	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III	Sans objet
3	Contrôles périodiques réglementaires des ESP	Code de l'environnement du 04/12/2015, article L. 557-28	Sans objet
4	Contrôles visuels sur les équipements	Code de l'environnement du 04/12/2015, article L. 557-29	Sans objet
5	Plaque signalétique	Code de l'environnement du 04/12/2015, article L. 557-4	Sans objet
6	Sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3 I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 III
Thème(s) : Situation administrative, Présence et conformité de la liste
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté une liste des équipements sous pression. Cette liste présentait les non-conformités suivantes : <ul style="list-style-type: none">- absence d'indication sur le régime de surveillance- absence d'information sur la date de dernière inspection périodique- absence d'information sur la date de dernière requalification périodique
Observations : A la suite de l'inspection, l'exploitant a présenté une liste des équipements sous pression, mise à jour du 10/11/2023. Cette liste est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dossier d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 I
Thème(s) : Situation administrative, Registre
Prescription contrôlée : L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation : [...] <ul style="list-style-type: none">- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
Constats : Le registre de suivi de deux équipements est incomplet.
Observations : Plusieurs inspections périodiques réalisées ne sont reportées sur le registre des équipements alors que les compte-rendus sont présents dans le dossier d'exploitation. Les équipements concernés sont : <ul style="list-style-type: none">- le ballon de séparation Aéro 3 N° 54, fabricant : CHAUDRONNERIE DUMETZ, année 1994- l'aérocondenseur N°22-94, fabricant : ERGE SPIRALE, année 1994.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Contrôles périodiques réglementaires des ESP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/12/2015, article L. 557-28
Thème(s) : Risques accidentels, Situation régulières des équipements selon la liste 6 III

Prescription contrôlée : En raison de leurs risques spécifiques, certains produits et équipements sont soumis au respect d'exigences complémentaires en ce qui concerne leur installation, leur mise en service, leur entretien et leur exploitation, afin de garantir la sécurité du public et du personnel et la protection des biens. Ils sont, en fonction de leurs caractéristiques, soumis à l'une ou plusieurs des opérations de contrôle suivantes : 1° La déclaration de mise en service ; 2° Le contrôle de mise en service ; 3° L'inspection périodique ; 4° La requalification périodique ou le contrôle périodique ; 5° Le contrôle après réparation ou modification.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a présenté les documents prévus par la réglementation. Il n'est cependant plus en possession de la déclaration d'appareil à vapeur prévue par le décret de 1926, abrogé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôles visuels sur les équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/12/2015, article L. 557-29
Thème(s) : Risques accidentels, Etat général
Prescription contrôlée : L'exploitant est responsable de l'entretien, de la surveillance et des réparations nécessaires au maintien du niveau de sécurité du produit ou de l'équipement. Il retire le produit ou l'équipement du service si son niveau de sécurité est altéré.
Constats : Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plaque signalétique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/12/2015, article L. 557-4
Thème(s) : Situation administrative, Plaque signalétique et marquage
Prescription contrôlée : Les produits ou les équipements mentionnés à l'article L. 557-1 ne peuvent être mis à disposition sur le marché, stockés en vue de leur mise à disposition sur le marché, installés, mis en service, utilisés, importés ou transférés que s'ils sont conformes à des exigences essentielles de sécurité relatives à leurs performance, conception, composition, fabrication et fonctionnement et à des exigences d'étiquetage. Cette conformité à ces exigences est attestée par un marquage, apposé avant la mise sur le marché du produit ou de l'équipement, ainsi que par l'établissement d'attestations.
Constats : Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3 I
Thème(s) : Risques accidentels, Accessoires de sécurité
Prescription contrôlée : I. – Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d’être dépassées, ces derniers sont équipés d’un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'inspection a constaté la présence de deux soupapes à contrepoids protégeant les deux récipients et la chaudière inspectés. Ces soupapes disposent d'un PV de tarage à une pression compatible avec la pression de service des équipements. Les informations présentes sur les soupapes n'ont pas été contrôlées visuellement.
Type de suites proposées : Sans suite